

Nous tous ici à la Chambre évaluons le budget en fonction de son application à la majorité des gens que nous représentons. Dans cette optique, ma préoccupation va aux personnes moins privilégiées, aux producteurs de produits primaires, aux personnes à revenu fixe, à ceux, nombreux, qui, dans les circonstances actuelles, n'ont aucun espoir de voir leur sort ici-bas amélioré. Car, même si nous pouvons modifier en légiférant les taux d'impôt, les revenus et les avantages sociaux, nous n'avons aucune assurance réelle qu'ils profiteront de ces mesures. Le monde des affaires et les gouvernements provinciaux par leur action, sont parfois à l'encontre des buts que nous nous proposons par l'adoption de nos lois.

C'est cette préoccupation que je veux d'abord vous confier. Parce que, dans certaines provinces, le régime fiscal est faussé depuis plusieurs décennies, nous avons, au Canada, un régime fiscal régressif. Que voulons-nous dire par là? En bref, cela signifie que ceux qui gagnent le moins paient le plus en revenu réel sous diverses formes d'impôts. Comme d'autres députés, j'étudie ce problème depuis un certain temps. J'ai caressé des rêves d'impôts sur le revenu négatifs et de revenu annuel garanti qui corrigeraient cette injustice criante.

Nous ne devons pas oublier ceci, monsieur: pendant que nous sommes ici, une forte minorité de Canadiens se demandent d'où ils tireront le prochain dollar. Beaucoup ont des familles nombreuses et ils luttent sans cesse pour leur survie. Ce qui est vraiment odieux dans l'histoire, c'est que beaucoup produisent des denrées essentielles.

A l'autre bout de l'échelle, nous avons les nouveaux riches qui sont apparus au cours des dernières décennies. Par leur situation dans la société, ils détiennent une forme ou l'autre de monopole. Ils se sont enrichis grâce à notre système. D'où vient leur argent? L'ont-ils gagné à la sueur de leur front? Ou en faisant pousser deux brins d'herbe là où il n'en poussait qu'un? Si l'on se place du point de vue de la production réelle, ils ne travaillent ni ne filent. Ils sont installés dans leurs bureaux chics et regardent l'argent rentrer, monsieur l'Orateur.

Un nombre croissant de gens veulent davantage. L'égoïsme d'une classe de Canadiens doit être contrôlé par le gouvernement. Des millions de gens meurent de faim dans le monde. En ma qualité de député, j'ai visité des familles de ma circonscription qui n'ont que du pain et du thé sur la table, même pas de beurre. C'est odieux. Cela paraît pire encore lorsqu'on sait qu'à 100 pieds de là, dans l'océan, on trouve des tonnes et des tonnes de poissons, notamment des harengs, des maquereaux et des capelans. Il n'existe pas de conserverie de poisson parce que les entreprises privées ne voient pas l'intérêt d'en créer. Dans les endroits où l'on pratique la pêche, on en est encore au système féodal, et c'est le cas dans ma circonscription: des navires venant de Norvège ou d'autres régions du monde aussi bien que du Canada viennent chercher les matières premières et nous les renvoient sous forme de conserves l'année suivante, en nous demandant parfois un prix 100 fois supérieur à celui qu'il a coûté aux conditionneurs.

Dans deux budgets, le gouvernement actuel a essayé de corriger des erreurs. Il a essayé de résoudre le problème critique que nous pose l'inflation dans le monde. Le gouvernement canadien est un de ceux qui y sont le mieux parvenus. Dans deux budgets, il a dit: nous allons essayer

*Le budget—M. G. Baker*

de faire disparaître les inégalités, nous offrirons des prestations sociales plus élevées, nous diminuerons l'impôt pour la majorité des Canadiens et nous essayerons d'accroître la production.

Nous suivons la bonne voie. Le revenu annuel garanti pour tous les Canadiens peut devenir un jour réalité, sous une forme quelconque.

Nous avons un pays vaste avec une multitude de problèmes et la justice n'y est pas toujours possible. Le Conseil du Trésor sait que le principe des taux de salaire régionaux ne me satisfait pas quand il s'applique aux employés du fédéral à Gander, tandis que je l'approuve pour l'Ouest du pays. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration sait qu'il est tout simplement injuste de soumettre aux mêmes règles rigides les prestataires de l'assurance-chômage de l'Alberta où il y a 30,000 emplois disponibles et ceux de Gander-Twillingate où il n'y en a aucun.

Le ministre d'État chargé des Pêches (M. LeBlanc) sait que, l'année dernière, quand on a versé des indemnités pour le temps perdu à cause de la glace, les pêcheurs qui avaient le malheur de toucher les prestations du bien-être social à cause de la situation ont vu ce montant déduit des prestations de bien-être qui leur ont été versées par le gouvernement provincial.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sait que les allocations familiales sont déduites des prestations des assistés sociaux de Terre-Neuve qui ne bénéficieront pas non plus de la nouvelle augmentation de janvier à cause des règlements provinciaux.

Le ministre des Finances (M. Turner) n'ignorait pas, quand il a proposé des réductions fiscales au niveau fédéral, que notre impôt provincial sur le revenu a augmenté de 11 p. 100 il y a quatre mois.

Le gouvernement fédéral fait donc de son mieux pour donner les mêmes possibilités à tous les citoyens, mais les gouvernements provinciaux ont également un rôle à jouer. Si nous essayons de donner à chacun les mêmes avantages à l'échelle du fédéral, certaines provinces doivent aider davantage les autres, certains groupes de la société canadienne doivent aider davantage les moins fortunés qu'eux et notre pays doit, au nom de l'humanitarisme, s'approprier à offrir ses surplus alimentaires à ceux qui meurent de faim et distribuer l'aide à l'étranger selon une méthode qui évite tout problème.

Quel remède ce budget apportera-t-il à long terme? Nous ne devrions jamais nous contenter de traiter les symptômes au lieu de la maladie. Depuis trop longtemps, tous les gouvernements se rejettent mutuellement la responsabilité des injustices qui règnent dans notre pays. Le ministre d'État aux Pêches désire un programme de stabilisation du revenu pour les pêcheurs et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, une certaine forme de revenu annuel garanti pour les Canadiens.

Dans le discours du budget, le gouvernement a clairement manifesté sa volonté de s'attaquer aux problèmes concrets. Les réductions d'impôt sur le matériel de production, la mise à contribution constante du ministère de l'Expansion économique régionale pour encourager la production, la poursuite du financement du programme d'aide pour l'acquisition d'une maison, le report de la charge fiscale sur les épaules de ceux qui ont les moyens de payer, tout cela laisse bien augurer de l'avenir.